

Bulletin d'histoire politique

Qui a peur des cégeps ?

Louis Cornellier



Volume 12, numéro 2, hiver 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060683ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060683ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Cornellier, L. (2004). Qui a peur des cégeps ? *Bulletin d'histoire politique*, 12(2), 7-10. <https://doi.org/10.7202/1060683ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Qui a peur des cégeps ?¹

LOUIS CORNELIER

*Professeur de français au cégep de Joliette
et chroniqueur aux essais québécois au Devoir*

Et voilà que ça recommence ! Les cégeps, qu'on avait un peu laissés tranquilles depuis quelques années, sont de nouveau attaqués par des esprits obtus qui profitent de la présence au pouvoir, à Québec, d'une équipe d'entrepreneurs en démolition pour s'adonner à l'opportunisme et à la bêtise réactionnaire.

Ainsi, s'il faut en croire Denis Bédard, auteur d'un rapport appuyé par la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), les cégeps, dans leur forme actuelle, devraient être abolis à la faveur d'une « réingénierie » qui nous laisserait avec, d'une part, une filière professionnelle et technique unifiée et, d'autre part, une formation secondaire de six ans et un premier cycle universitaire de quatre ans (voir « Pour l'abolition des cégeps », Marie-Andrée Chouinard, *Le Devoir*, 28 novembre 2003). De cette façon, écrit-il, « la brisure évidente qui découle de l'existence des cégeps » serait corrigée et l'on sauverait du temps et de l'argent (voir « L'existence des cégeps remise en question », Denis Bédard, *Le Devoir*, 28 novembre 2003).

Appuyé par l'ineffable Gilles Taillon, p. d. g. du Conseil du patronat, et par Claude Lessard, professeur en sciences de l'éducation à l'Université de Montréal, ce rapport, effrontément commandité par une FCSQ discréditée et en quête de légitimité, a rapidement reçu l'appui vociférant du propagandiste de droite Gilles Proulx et a été accueilli avec complaisance par son collègue Jean-Luc Mongrain, deux hommes qui, quoi qu'on en pense, influencent une certaine opinion publique.

Mais pourquoi s'en faire, diront peut-être quelques naïfs, puisque, depuis, Pierre Reid, ministre de l'Éducation du Québec, a déclaré qu'il n'était « pas

question d'abolir les cégeps » (voir *Le Devoir*, 29 et 30 novembre 2003)? A-t-on loupé, toutefois, que, du même souffle, le ministre a salué le « courage » de la FCSQ et qualifié le Rapport Bédard de « contribution importante » à un débat nécessaire, tout en indiquant « que le réseau collégial sera appelé à connaître des changements au cours des prochains mois » ? Quand on connaît les partis pris idéologiques de l'équipe libérale au pouvoir, on ne peut qu'être inquiet devant une telle déclaration qui, pour se vouloir rassurante, n'en reste pas moins annonciatrice d'attaques imminentes et à teneur néolibérale à l'endroit d'une institution mal aimée.

Le Rapport Bédard affirme, dans un discours qui sonne probablement comme de la musique aux oreilles de Gilles Taillon, que les cégeps coûtent trop cher, ralentissent le parcours scolaire des étudiants et ne diplôment pas assez.

Sur ce terrain, celui, très réducteur, des strictes considérations économiques, l'économiste Pierre Fortin a déjà écrit des choses essentielles que les ennemis des cégeps auraient intérêt, pour le bien de tous, à méditer. En effet, dans une chronique intitulée « Les cégeps : un gros plus » et parue dans *L'Actualité* du 1er juin 2003, Fortin, tout en dénonçant l'opportunisme de bien des dirigeants universitaires qui « n'ont pas encore digéré que les cégeps leur aient “volé” une année du premier cycle d'enseignement », démolissait déjà les arguments qu'allait nous servir Bédard six mois plus tard.

Les cégeps, écrivait-il, « favorisent la persévérance scolaire » en permettant à des jeunes « fatigués d'aller à l'école », exaspérés par « le carcan de la discipline scolaire » et tentés par le décrochage de changer d'air. « Pour eux, insistait-il, l'entrée au cégep, c'est la libération ». Pour bien enfoncer le clou, il posait clairement la question : « Si les études secondaires avaient duré six ans, comme ailleurs en Amérique du Nord, votre jeune aurait-il persévéré ? Peut-être, mais ce n'est pas sûr ».

Plus encore, Fortin, en s'appuyant sur une réflexion de son confrère Steve Easton, de l'Université de la Colombie-Britannique, ajoutait au dossier un argument totalement négligé par Denis Bédard : « L'implantation de dizaines de cégeps dans les petites villes du Québec [...] encourage nos jeunes à poursuivre leurs études pour une autre raison importante : les cégeps réduisent la distance entre le domicile familial et le lieu d'enseignement. Conséquence : 85 % des jeunes Québécois de 15 à 19 ans vont à l'école. C'est plus qu'aux États-Unis et à peine moins qu'en Ontario ».

D'un strict point de vue économique et pragmatique, donc, ces considérations devraient suffire à discréditer totalement les prémisses mêmes du Rapport Bédard et inciter à la prudence le ministre Reid et ses penseurs à l'heure de la réforme annoncée.

UN PROJET DE DÉMOCRATISATION CULTURELLE ET SOCIALE

Mais il y a, et il faut y insister, beaucoup plus. Car ce qu'on attaque, au fond, en souhaitant abolir ou réformer profondément les cégeps, c'est un projet de démocratisation culturelle et sociale dont les Québécois ont toutes les raisons d'être fiers. Que sont, en effet, les cégeps, sinon une institution qui a fait sien l'appel du regretté Fernand Dumont à se doter de « raisons communes » afin que nos vies individuelles trouvent sens dans l'inscription de notre destinée collective ?

À l'âge de l'entrée dans la vie d'homme et de femme, à l'heure des choix fondamentaux, donc, qui influenceront le reste de leur existence, n'est-il pas de la plus haute importance d'envoyer aux jeunes Québécoises et Québécois le message que la vie professionnelle, qu'il faut bien sûr préparer avec le plus grand soin quand on ambitionne de réussir sa vie et d'être un individu responsable, n'est pas le tout de la vie, qu'il y a aussi l'amitié, l'amour, la liberté, la politique, la morale, l'art, la pensée et surtout les autres qui nous entourent et qui comptent, tout cela, donc, le plus essentiel peut-être, qu'il appartient à ce qu'on appelle la « formation générale » de leur faire découvrir ?

Et ce message, que vaudrait-il s'il fallait ne le réserver qu'à quelques-uns sous prétexte qu'il est trop exigeant pour les « manuels » et qu'il doit par conséquent ne s'adresser qu'aux autres qui en feront profession ? La profession de vivre réservée aux seuls plus « intellos » d'entre tous ces jeunes qui s'appêtent à animer notre société ? Qu'on le sache : c'est ça, le message que charrie le discours sur l'abolition des cégeps ou sur leur nécessaire réforme.

En voudriez-vous d'infirmières qui se nourrissent l'âme à coups de psycho-pop, qui sont convaincues que la prose d'André Comte-Sponville n'est pas pour elles et que Platon est probablement le nom d'un médicament pour les mélancoliques ? D'éducatrices spécialisées férues de Louise Deschâtelets, mais totalement ignorantes des lumières existentielles distillées par le Momo de *Le Vie devant soi* d'Émile Ajar ? De techniciens en génie qui croient que Miron n'est que le nom d'une carrière ? D'administrateurs qui n'ont jamais entendu parler des prolétaires de Karl Marx ? De techniciens en tous genres, qui seront aussi des époux, des amants, des parents, des citoyens, condamnés à réfléchir aux relations humaines en écoutant *Loft Story* et à prendre les pleurnicheries des invités de Claire Lamarche pour une manifestation profonde des tourments de l'âme parce qu'on les aura privés des rudiments de la philosophie et de la littérature ? Et, a contrario, de littéraires et de philosophes, abandonnés à eux-mêmes et à un élitisme imposé parce qu'on les aura privés du seul lieu démocratique de transmission de leur passion sous prétexte que celle-ci ne concerne qu'eux-mêmes ? Au surplus, est-ce un bon

message à envoyer que de faire croire que l'éducation physique, c'est pour les enfants d'école puisque, à l'heure des choix d'adultes, il n'y aurait plus de place pour ces amusements ? C'est ce projet de société qui anime les ennemis des cégeps actuels, des gens trop occupés à « gérer » les « ressources humaines » pour se préoccuper du sort de l'humanité et de la richesse des relations que les humains cherchent à tisser entre eux quand on les nourrit avec autre chose que de la pâtée technicienne.

Bien sûr, les cégeps incarnent imparfaitement ce grandiose projet visant à doter les Québécois d'un minimum de « raisons communes ». Cette imperfection a plusieurs causes dont la moindre n'est pas l'état d'impréparation dans lequel y arrivent les élèves placés sous la férule... des commissions scolaires, grandes « pourfendeuses » de l'inefficacité des cégeps !

La formation générale obligatoire dispensée dans les cégeps (surtout les cours de philosophie, de littérature et d'éducation physique, puisque les cours d'anglais, comme on s'en doute, sont rarement remis en question), comme on commence à l'entendre de plus en plus à gauche mais surtout à droite, devrait être abolie ou, à tout le moins, « adaptée » ou sérieusement réformée parce qu'elle nuit à la diplomation, particulièrement dans le secteur technique.

Une vieille blague cégépienne, souvent entendue par soirs de petite déprime estudiantine, affirme : « Si la boisson nuit à tes études, lâche les études ! » À l'heure où l'on nous en prépare une nouvelle version technolibérale selon laquelle si la formation générale nuit à la diplomation, il faudrait abolir cette formation générale, il est à souhaiter que tous les Québécois qui croient que les « raisons communes » qui nous font vivre ne sont pas un luxe réservé à une élite et ne se limitent pas, pour la multitude, à la raison technicienne se lèvent et se battent pour défendre un des joyaux du modèle québécois.

louiscornellier@parroinfo.net

NOTE ET RÉFÉRENCE

1. Nous reproduisons, dans sa version intégrale, le texte de Louis Cornellier paru dans *Le Devoir* du 4 décembre 2003 à la page A7.